



L'innovation au coeur de l'action

Rapport trimestriel

PREMIER TRIMESTRE



Rapport de gestion

Pour le trimestre terminé le
30 septembre 2010

La responsabilité du rapport de gestion qui suit incombe à la direction et il doit être lu avec les états financiers consolidés annuels de 2010 de la société et les notes y afférentes, qui ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada pour les états financiers intermédiaires, ainsi qu'avec les états financiers consolidés vérifiés annuels de la société et le rapport de gestion pour l'exercice terminé le 30 juin 2010, qui figurent sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. Cette analyse a été effectuée par la direction à partir de l'information disponible au 9 novembre 2010.

Lorsqu'un énoncé présenté dans ce document contient des informations qui ne sont pas historiques, il est considéré comme étant prospectif et est assujéti à des risques et incertitudes. Les résultats réels, les niveaux d'activité, le rendement ou les réalisations pourraient différer considérablement de ceux ou celles projetés dans les présentes et dépendent d'un certain nombre de facteurs, y compris le parachèvement avec succès de la recherche et des essais cliniques selon le calendrier établi, les incertitudes liées au processus de réglementation et la commercialisation ultérieure des produits thérapeutiques de la société.

Les énoncés de mise en garde compris dans le présent rapport s'appliquent à tous les énoncés prospectifs qui y figurent également. Les résultats futurs de la société pourraient différer de façon importante de ceux qui sont abordés dans les présentes. Les facteurs qui pourraient occasionner des écarts ou contribuer à ceux-ci sont présentés sous la rubrique «Risques et incertitudes». Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Le présent rapport de gestion est daté du 9 novembre 2010. Les expressions «nous», «nos», «notre», «Bioniche» ou la «société» renvoient toutes à Bioniche Life Sciences Inc., à moins d'indication contraire. Tous les pourcentages indiqués dans les présentes sont calculés d'après les montants entiers figurant dans les documents financiers et les états financiers de la société et non d'après les montants arrondis figurant dans les présentes.

VUE D'ENSEMBLE DE L'ENTREPRISE

Bioniche est une société biopharmaceutique canadienne de recherche axée sur la technologie qui est engagée dans le développement, la fabrication et la commercialisation de produits brevetés à l'intention des marchés de la santé humaine et de la santé animale partout dans le monde. La société emploie 214 personnes et compte trois unités d'exploitation : santé humaine, santé animale et salubrité des aliments. Le siège social de la société est situé à Belleville, en Ontario (Canada).

Santé humaine

L'unité d'exploitation de la santé humaine de la société a des installations de recherche et de production et un groupe d'essais cliniques à Montréal, au Québec (Canada). Les activités de cette unité d'exploitation portent sur le développement de traitements novateurs contre le cancer chez l'humain, en mettant l'accent sur la recherche et le développement de la plate-forme technologique exclusive de la société du complexe ADN de la paroi cellulaire mycobactérienne («MCC») pour le traitement du cancer de la vessie et d'autres cancers, et d'oligonucléotides d'ADN. Ces traitements, selon des études précliniques, s'annoncent prometteurs pour le traitement de la leucémie et d'autres cancers. La stratégie de la société consiste à mettre au point ses traitements à l'aide d'essais cliniques de phase II, puis à établir des alliances pour achever les essais cliniques finaux et obtenir les approbations des organismes de réglementation en vue de la commercialisation.

La phase III des essais cliniques d'*Urocidin*^{MC}, marque de commerce de la technologie MCC pour le traitement du cancer de la vessie, est actuellement en cours auprès de patients atteints d'un cancer de la vessie non invasif sur le plan musculaire qui est réfractaire (ne répond pas) à la thérapie standard. Le programme d'essais cliniques de phase III est actuellement mené en partenariat avec Endo Pharmaceuticals Inc. («Endo») dans le cadre d'un contrat de licence, de développement et d'approvisionnement daté du 10 juillet 2009.

Santé animale

L'unité d'exploitation de la santé animale de la société développe, fabrique et commercialise des produits biopharmaceutiques destinés aux animaux partout dans le monde. L'unité d'exploitation de la santé animale possède des installations de développement, de fabrication et de commercialisation de produits à Belleville, en Ontario (Canada), ainsi que des installations de commercialisation et de production à Athens, dans l'État de Géorgie (États-Unis), à Pullman, dans l'État de Washington (États-Unis), à Melbourne, dans l'État de Victoria (Australie) et à Armidale, en Nouvelle-Galles du Sud (Australie). La société a connu une croissance progressive en utilisant la biotechnologie pour proposer au marché de la santé animale des solutions novatrices qui répondent aux besoins évolutifs du secteur de la santé animale.

Les produits d'exploitation de l'unité d'exploitation de la santé animale, reconnue pour générer des bénéfices positifs avant intérêts, impôts et amortissement («BAIIA»)¹ avant les frais de recherche et de développement, ont traditionnellement soutenu les grands projets de recherche et de développement de la société.

La société offre plus de 60 produits qui peuvent être classés surtout dans les groupes suivants : produits de reproduction et de transfert d'embryons, produits à base d'hyaluronanes, produits immunostimulants, anticorps polyclonaux, vaccins et nutraceutiques. Ces produits sont vendus directement aux vétérinaires au Canada, aux États-Unis, en Australie et en Europe, et par certains distributeurs dans le reste du monde.

Salubrité des aliments

L'unité d'exploitation de la salubrité des aliments de la société, Bioniche Food Safety, a été fondée en juillet 2001. Elle s'occupe de la recherche, du développement, de la fabrication et de la commercialisation de produits biopharmaceutiques à usage vétérinaire visant à améliorer la salubrité des aliments et des réserves d'eau. Le principal projet de la division est le développement et la commercialisation d'un vaccin pour les bovins, *Econiche*^{MC}, utilisé pour réduire la dissémination de la bactérie mortelle *Escherichia coli* (*E. coli*) O157. Ce vaccin a été conçu pour réduire la charge de bactéries pathogènes *E. coli* O157 chez les bovins et dans leurs déjections, atténuant ainsi la contamination de l'environnement, de la nappe phréatique et des installations de transformation du bétail. Il a été démontré que le vaccin a pour effet de réduire la quantité de bactéries excrétées par les bovins et le nombre d'animaux colonisés par la bactérie. Moins la bactérie se reproduit dans les bovins, moins elle est excrétée dans leurs déjections, ce qui amoindrit la contamination de l'environnement et des carcasses durant la transformation des aliments.

Le vaccin est désormais en vente, mais en quantités très limitées, et les premières ventes ont eu lieu à l'exercice 2008, en vertu d'un *Permis de dissémination de produits biologiques vétérinaires* accordé en décembre 2006 par l'Agence canadienne d'inspection des aliments («ACIA»).

Le 27 octobre 2008, la société a annoncé qu'*Econiche*^{MC}, premier vaccin au monde visant à réduire la dissémination de la bactérie *E. coli* O157 par les bovins, avait reçu de l'ACIA l'homologation complète de vente au Canada. La société essaie présentement d'obtenir une homologation semblable du ministère de l'Agriculture des États-Unis («USDA»). Les ventes ont été restreintes jusqu'ici, en partie en raison de la capacité de production limitée et de la nécessité de fournir des vaccins à des fins de réglementation et d'études liées au marché.

¹ Se reporter à la rubrique «Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures».

STRATÉGIE COMMERCIALE

Historique de la société et modèle d'affaires

M. Graeme McRae a fondé la société en 1979 sous le nom de Vetrepharm, société spécialisée en santé animale, à London, en Ontario (Canada). M. McRae était d'avis que les principales sociétés pharmaceutiques ne se penchaient pas suffisamment sur la recherche de solutions de rechange aux antibiotiques en guise de traitement des maladies propres au bétail. Il était convaincu qu'il existait de meilleures façons de soigner les maladies vétérinaires, sans les problèmes associés aux antibiotiques, lesquels laissent des traces dans la chaîne alimentaire et favorisent la création d'espèces de bactéries résistantes. Le mandat de Vetrepharm était donc de faire de la recherche pour trouver des solutions de rechange, et cet engagement est resté le même tout au long des 31 années d'existence de la société. La société a financé elle-même le développement de ses technologies en mettant au point un certain nombre de nouveaux produits, en les fabriquant et en les vendant aux vétérinaires.

Cette approche s'est révélée viable pour gérer l'entreprise, la croissance et l'étendue des activités de recherche, ainsi que pour créer de la valeur pour les actionnaires. Le chiffre d'affaires attribuable à la fabrication et aux ventes a assuré une stabilité à l'entreprise et à ses activités de recherche. Par conséquent, la société croit que la meilleure façon de créer de la valeur à long terme pour les actionnaires est de générer davantage de flux de trésorerie d'exploitation au moyen de l'enregistrement et de la commercialisation de produits mis au point en interne. Même si elle préfère participer le plus possible à toutes les étapes du cycle de vie des produits qu'elle met au point en interne, la société croit qu'il est parfois préférable, pour certains projets, de s'associer avec des partenaires pour ce qui touche les volets marketing et commercialisation, comme Endo pour *Urocidin*^{MC}. Chaque fois qu'il est possible de le faire, la société fabrique les produits qu'elle développe, générant ainsi une marge bénéficiaire bien plus élevée qu'en utilisant la méthode traditionnelle d'ententes d'octroi de licences avec des fabricants et des distributeurs externes. Aujourd'hui, deux produits importants mis au point par Bioniche (*Urocidin*^{MC} et *Econiche*^{MC}) en sont aux dernières étapes de développement et entament le processus approprié de réglementation. La société compte assurer elle-même la fabrication de ces produits.

Au fil des ans, la société a surtout mobilisé des capitaux pour financer ses activités de recherche. Dans l'avenir, la société a l'intention de financer les recherches en cours grâce à des résultats d'exploitation plus élevés et durables, et de financer la construction et l'aménagement d'installations de fabrication en utilisant des instruments financiers à long terme traditionnels, dont l'aide gouvernementale disponible.

BUTS ET OBJECTIFS DE LA SOCIÉTÉ

Les objectifs de la société sont de déployer sa stratégie commerciale :

1. Exploiter les technologies brevetées existantes et continuer, par le truchement de son programme de développement de produits, d'en améliorer la valeur thérapeutique prouvée pour l'être humain et les animaux.
2. Travailler au développement de ces technologies jusqu'à leur commercialisation, que ce soit seule ou avec des partenaires stratégiques.
3. Fabriquer autant de produits issus de son programme de développement de produits qu'elle le peut afin d'améliorer ses marges bénéficiaires, de protéger l'intégrité de ses produits et d'accroître la valeur à long terme pour ses actionnaires.

| Objectifs – exercice 2011 | État d'avancement |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Entreprendre d'autres activités de développement du MCC afin de trouver et d'évaluer de nouvelles indications en santé humaine, des applications en santé animale et de nouveaux débouchés pour le MCC. | <ul style="list-style-type: none"> • Au cours de la période terminée le 30 septembre 2010, la société a entrepris un programme visant à évaluer de nouvelles indications. Une grande partie des travaux de développement précliniques relatifs à <i>Urocidin</i>^{MC} peut servir à soutenir le développement de produits contre d'autres types de cancers et de maladies qui répondent aux traitements immunothérapeutiques. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Intensifier les activités de développement d'<i>Urocidin</i>^{MC} afin de recevoir des incitatifs à l'atteinte de jalons comme il est énoncé dans le contrat signé avec Endo. | <ul style="list-style-type: none"> • Les incitatifs à l'atteinte de jalons en vertu du contrat peuvent totaliser jusqu'à concurrence de 110 millions \$ US. Ils sont liés à l'atteinte de jalons cliniques, réglementaires et commerciaux futurs. La société a franchi les trois premiers jalons totalisant 14,0 millions \$ US au cours de l'exercice 2010, et elle prévoit être en mesure d'atteindre le quatrième jalon au cours de l'exercice 2011. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Élaborer un plan exhaustif en vue de la construction d'une nouvelle installation de fabrication pour la production d'<i>Urocidin</i>^{MC} et du MCC. | <ul style="list-style-type: none"> • La construction d'une nouvelle installation de production nécessitera environ 30 mois. La société prévoit achever les travaux de construction de l'installation à temps pour pouvoir répondre à la demande croissante de ces produits. Ce projet est censé être financé au moyen de capitaux internes et d'une aide gouvernementale remboursable dans la mesure du possible, et, au besoin, d'autres investissements provenant de tiers. Par conséquent, la société a commencé à élaborer un plan de construction et de financement qui devrait lui permettre de terminer les travaux à temps pour pouvoir répondre à la demande. |

| Objectifs – exercice 2011 | État d’avancement |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Franchir de nouvelles étapes vers l’obtention d’une licence conditionnelle aux États-Unis pour notre vaccin <i>Econiche</i>^{MC} pour les bovins. | <ul style="list-style-type: none"> • En février 2008, le vaccin est devenu admissible à une licence conditionnelle aux États-Unis. Pour que cette licence lui soit accordée, plusieurs étapes ont dû être franchies, y compris la production de trois lots de vaccins commerciaux consécutifs conditionnés dans des installations de fabrication approuvées aux États-Unis et répondant aux spécifications requises. • En outre, afin d’obtenir la licence conditionnelle aux États-Unis, la société était tenue de déposer un plan d’essais cliniques à effectuer au cours des années suivantes. • La société prévoit obtenir une licence conditionnelle au début de 2011. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dresser un plan d’investissement afin de soutenir les activités de développement et de commercialisation continues. | <ul style="list-style-type: none"> • La société pourrait bien avoir besoin de flux de trésorerie additionnels dans l’avenir pour pouvoir poursuivre ses plans de développement et de commercialisation. La société est constamment à la recherche de moyens d’améliorer sa structure du capital et son financement en espèces. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Établir de nouvelles relations bancaires et obtenir des facilités de crédit qui répondent aux besoins de crédit futurs. | <ul style="list-style-type: none"> • À l’exercice 2010, la société a réglé toutes ses dettes et facilités de crédit à court terme. Dans l’avenir, la société entend obtenir de nouvelles lignes de crédit et autres facilités du genre afin de saisir de nouvelles occasions et de gérer plus efficacement sa trésorerie. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Développer, constituer et améliorer la gamme de produits de l’unité d’exploitation de la santé animale. | <ul style="list-style-type: none"> • Depuis bien des années, cette unité d’exploitation est la principale source de produits d’exploitation et de flux de trésorerie de la société. De nouvelles technologies et de nouveaux marchés émergent constamment et, par conséquent, certains des produits de la société doivent être améliorés afin de demeurer concurrentiels. En outre, la société fait des investissements afin de saisir de nouvelles occasions sur le marché, tant pour les produits existants que pour les nouveaux produits. |

SITUATION DE TRÉSORERIE ET INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L’EXPLOITATION

La société a subi des pertes importantes et, au 30 septembre 2010, avait un déficit cumulé de 100,4 millions \$.

La situation de trésorerie de la société au 30 septembre 2010 s’établissait à 6,3 millions \$, en baisse par rapport à 11,1 millions \$ au 30 juin 2010. Au cours du trimestre, la société a investi 5,0 millions \$ (déduction faite de l’aide gouvernementale reçue pendant le trimestre) dans l’installation de production de vaccins dont les travaux de construction sont presque terminés. La société prévoit toucher les montants demandés relativement à l’aide gouvernementale remboursable dans le cadre des programmes décrits à la note 11 afférente aux états financiers consolidés de l’exercice terminé le 30 juin 2010. La société prévoit maintenir un taux de combustion du capital moyen d’environ 1 million \$ par mois jusqu’à la fin de l’exercice 2011.

Par le passé, la société a financé ses besoins de liquidités principalement par des émissions d'actions, la vente de produits, les crédits d'impôt à l'investissement, la vente d'activités ou d'unités d'exploitation, des redevances, des incitatifs gouvernementaux, des émissions de titres de créance à long terme et une facilité de crédit renouvelable. La société affiche un bilan positif sur le plan de la gestion de son fonds de roulement pour répondre à ses besoins de fonctionnement.

En plus des sources traditionnelles de financement, la société prévoit financer bon nombre de ses dépenses futures grâce à certains paiements à recevoir de son partenaire de licence à l'atteinte de jalons liés à la tenue du programme clinique portant sur *Urocidin*^{MC}. Bien que la société soit persuadée qu'elle atteindra ces jalons, qu'elle réussira à remplacer sa facilité de crédit renouvelable et qu'elle maintiendra un BAIIA avant frais de recherche et développement solide pour l'unité d'exploitation de la santé animale, ces événements sont tributaires de certains facteurs qui échappent à son contrôle. Si elle ne parvient pas à réaliser ses objectifs, elle pourrait devoir obtenir du financement supplémentaire ou restreindre ses activités de développement et d'exploitation. En raison du caractère incertain des événements futurs, la société a préparé ses états financiers consolidés intermédiaires au 30 septembre 2010 selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation comme il est indiqué à la note 1 afférente aux états financiers.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Le tableau suivant présente, pour les périodes indiquées, le pourcentage des produits d'exploitation par poste des états des résultats et du résultat étendu consolidés de la société.

ÉTATS DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS

(en millions de dollars canadiens)

| Pour les trimestres terminés les 30 septembre | 2010 | | 2009 | |
|--|-------|-------|-------|-------|
| | \$ | % | \$ | % |
| Produits | 7,9 | 100 % | 7,1 | 100 % |
| Charges | | | | |
| Coût des ventes | 3,2 | 40 % | 2,8 | 39 % |
| Administration | 1,9 | 24 % | 1,8 | 25 % |
| Frais de commercialisation et de vente | 1,5 | 19 % | 1,5 | 21 % |
| BAIIA* avant frais de recherche et de développement | 1,3 | 16 % | 1,1 | 15 % |
| Frais de recherche et de développement, montant net | 3,9 | 50 % | 6,9 | 97 % |
| Intérêts, impôts, amortissement et conversion de devises | 0,7 | 9 % | 1,0 | 14 % |
| Perte nette et résultat étendu | (3,4) | -43 % | (6,8) | -95 % |

*S'entend du «bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement». Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique «Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures» ci-après.

Produits d'exploitation consolidés

Les produits d'exploitation consolidés de la société pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010 se sont établis à 7,9 millions \$ comparativement à 7,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2009, soit une augmentation de 11 %. Cette augmentation de 0,8 million \$ est attribuable à des produits tirés de collaborations de recherche avec Endo qui étaient absentes dans les deux premiers trimestres de l'exercice 2010. Les ventes de produits de santé animale se sont accrues de 0,8 million \$, ou 14 %, lesquelles viennent annuler un gain non récurrent sur la vente d'un actif incorporel au premier trimestre du dernier exercice.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PRODUITS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR UNITÉ D'EXPLOITATION

(en millions de dollars canadiens)

| | 2010 | 2009 | Croissance |
|--|-------------|-------------|-------------------|
| Pour les trimestres terminés les 30 septembre | \$ | \$ | % |
| Santé animale – Canada | 1,7 | 1,5 | 15 % |
| Santé animale – États-Unis | 3,5 | 2,9 | 21 % |
| Santé animale – Australie | 1,3 | 0,8 | 53 % |
| Santé animale – Europe | 0,2 | 0,7 | -66 % |
| <i>Total partiel – Santé animale</i> | 6,7 | 5,9 | 14 % |
| Gain à la vente d'actifs incorporels | — | 0,9 | |
| Octroi de licences et collaboration de recherche | 1,2 | 0,3 | 249 % |
| Total des produits d'exploitation présentés | 7,9 | 7,1 | 11 % |

Coût des ventes

Le coût des ventes est lié principalement aux ventes de produits dans l'unité d'exploitation de la santé animale, et a progressé de 14 % par rapport au trimestre correspondant de 2009. Cette progression est imputable à l'augmentation des coûts indirects associés au nombre accru d'essais visant à accroître la production d'*Econiche*^{MC} pour répondre à la demande prévue. Les marges brutes demeurent stables à 52,7 % comparativement à 53,1 % au premier trimestre de l'exercice précédent.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(en millions de dollars canadiens)

| | 2010 | 2009 |
|--|-------------|-------------|
| Pour les trimestres terminés les 30 septembre | \$ | \$ |
| Produits | | |
| Produits d'exploitation tirés des produits | 6,7 | 5,9 |
| Vente de la licence visant la kétamine | — | 0,9 |
| Octroi de licences et collaborations de recherche | 1,2 | 0,3 |
| | 7,9 | 7,1 |
| Coût des ventes | 3,2 | 2,8 |
| Marge brute | 4,7 | 4,4 |
| Marge brute sur les ventes de produits | 3,5 | 3,1 |
| Pourcentage de la marge brute sur les ventes de produits | 52,7 % | 53,1 % |

Frais d'administration, de commercialisation et de vente

Dans l'ensemble, les frais d'administration, de commercialisation et de vente sont semblables pour les trimestres terminés les 30 septembre 2010 et 2009, alors que combinées, elles ont atteint 3,4 millions \$ en regard de 3,3 millions \$ au premier trimestre de 2009. La société compte investir des sommes additionnelles dans la vente et la commercialisation au cours de l'exercice 2011 afin d'évaluer, d'étendre et de développer des marchés existants et nouveaux pour son secteur de la santé animale.

Frais de recherche et de développement

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2010, les frais de recherche et de développement ont augmenté de 1,1 million \$ par rapport au trimestre correspondant de 2009, pour s'établir à 4,4 millions \$.

La quasi-totalité des frais de recherche et de développement est attribuable au programme d'essais cliniques continus de phase III pour le traitement contre le cancer de la vessie avec *Urocidin*^{MC} et à l'importance plus grande accordée au développement de produits de reproduction et de vaccins de l'unité d'exploitation de la santé animale. Endo assume la responsabilité financière des coûts externes des activités cliniques liées à *Urocidin*^{MC}, lesquels sont comptabilisés comme produits d'exploitation à titre de collaborations de recherche. La société entend réorienter ses activités de développement du MCC pour l'appliquer à d'autres indications.

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT, MONTANT BRUT

(en millions de dollars canadiens)

| | 2010 | | 2009 | |
|--|-------------|-------|-------------|-------|
| | \$ | % | \$ | % |
| Pour les trimestres terminés les 30 septembre | | | | |
| <i>Secteurs clés</i> | | | | |
| Santé animale | 0,8 | 18 % | 0,7 | 20 % |
| Salubrité des aliments | 0,4 | 9 % | 0,3 | 9 % |
| Santé humaine | 3,2 | 73 % | 2,4 | 71 % |
| Frais de recherche et de développement, montant brut | 4,4 | 100 % | 3,4 | 100 % |

Perte nette et résultat étendu consolidés

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010, le résultat de base et dilué par action a totalisé (0,05) \$, contre un résultat par action de (0,09) \$ pour la période correspondante de l'exercice 2009 par suite d'une amélioration du rendement. Au 30 septembre 2010, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation était de 73 036 406, en regard de 71 874 883 pour la période correspondante de l'exercice 2010.

BAIIA (avant frais de recherche et de développement, montant net)*

Le BAIIA avant frais de recherche et de développement est demeuré relativement stable par rapport à celui des trimestres terminés les 30 septembre 2010 et 2009.

CALCUL DU BAIIA (AVANT FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT, MONTANT NET)

(en millions de dollars canadiens)

| | 2010 | 2009 |
|--|-------------|-------------|
| Pour les trimestres terminés les 30 septembre | \$ | \$ |
| Bénéfice avant frais de recherche et de développement | 0,6 | 0,2 |
| Ajouter : | | |
| Amortissement | 0,4 | 0,6 |
| Frais de financement | 0,2 | 0,2 |
| Gain (perte) de change | 0,1 | 0,1 |
| BAIIA avant frais de recherche et de développement, montant net | 1,3 | 1,1 |

*S'entend du «bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement». Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique «Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures» ci-après.

Résultats consolidés des huit derniers trimestres

APERÇU DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES

(en millions de dollars canadiens)

| | 2011 | 2010 | | | | | 2009 | | |
|--|-------------|-------------|------|------|--------|--------|-------------|-------|--|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| | T1 | T4 | T3 | T2 | T1 | T4 | T3 | T2 | |
| Produits | 7,9 | 9,4 | 15,6 | 13,8 | 7,1 | 9,2 | 7,4 | 8,6 | |
| Bénéfice avant frais de recherche et de développement, montant net | 0,6 | 1,7 | 8,4 | 6,6 | 0,2 | 0,7 | 0,0 | 0,5 | |
| Bénéfice net (perte nette) | (3,5) | (1,8) | 4,4 | 2,7 | (6,8) | (1,8) | (3,0) | (2,4) | |
| Résultat net de base et dilué par action | (0,05) | (0,03) | 0,06 | 0,04 | (0,09) | (0,03) | (0,04) | 0,03 | |

Fluctuations des résultats d'exploitation consolidés

La société prévoit que ses résultats d'exploitation consolidés connaîtront dans l'avenir des fluctuations importantes d'une période à l'autre. Les résultats d'exploitation trimestriels et annuels devraient être influencés dans un avenir prévisible par plusieurs facteurs, dont le calendrier des essais cliniques, le moment des approbations des organismes de réglementation pour la commercialisation des produits, l'évolution et le calendrier des dépenses liés aux démarches de commercialisation, le moment de la réception des produits d'exploitation tirés de la vente de produits et, surtout, l'atteinte de jalons de rendement. En raison de ces fluctuations, la société est d'avis que la comparaison des résultats d'exploitation consolidés d'une période à l'autre n'est pas représentative de son rendement futur, surtout si l'on tient compte de la signature du contrat de juillet 2009 décrit précédemment.

FAITS SAILLANTS DU BILAN CONSOLIDÉ

Actif

Les actifs à court terme de la société au 30 septembre 2010 totalisaient 22,4 millions \$, en regard de 27,4 millions \$ au 30 juin 2010. Cette baisse est surtout imputable aux investissements continus du fonds de roulement dans la réalisation des travaux de construction du centre de fabrication de vaccins.

Les actifs à long terme au 30 septembre 2010 atteignaient 28,2 millions \$, comparativement à 24,7 millions \$ au 30 juin 2010. Cette augmentation de 3,5 millions \$ est surtout attribuable aux investissements effectués pour la construction du centre de fabrication de vaccins en santé animale et salubrité des aliments à Belleville, en Ontario (Canada).

Passif et capitaux propres

Au 30 septembre 2010, le fonds de roulement net¹ de la société s'établissait à 11,2 millions \$, compte non tenu de la tranche échéant à moins d'un an des produits tirés de l'octroi de licences reportés non remboursables, comparativement à un fonds de roulement de 16,5 millions \$ au 30 juin 2010. Les capitaux propres au 30 septembre 2010 s'élevaient à 5,2 millions \$, par rapport à 8,5 millions \$ au 30 juin 2010.

Au 30 septembre 2010, le passif à long terme s'établissait à 13,7 millions \$, compte non tenu des produits tirés de l'octroi de licences reportés non remboursables de 19,0 millions \$, en regard de 11,9 millions \$ au 30 juin 2010. Cette augmentation reflète la tranche à long terme du remboursement requis de l'aide gouvernementale lié au financement du centre de fabrication de vaccins en santé animale et salubrité des aliments à Belleville, en Ontario (Canada).

Le paiement initial lié au contrat de licence conclu avec Endo est comptabilisé à titre de produits tirés de l'octroi de licences reportés non remboursables, la tranche échéant à moins d'un an étant de 1,5 million \$, et la tranche à long terme, de 19,0 millions \$. Le montant reçu a totalisé 22,3 millions \$ et sera comptabilisé en résultat sur 15 ans à partir de la date de l'entente (10 juillet 2009), qui correspond à la période pendant laquelle la société conserve des obligations contractuelles importantes.

Faits saillants de l'état des flux de trésorerie

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation de la société pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010 se sont élevés à 3,6 millions \$, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 13,8 millions \$ pour la période correspondante de 2009. Ce recul est lié principalement au paiement initial de 22,3 millions \$ en vertu du contrat de licence, de développement et d'approvisionnement avec Endo en 2009, compensé par d'autres variations des soldes hors caisse du fonds de roulement en 2009.

Les activités d'investissement de la société ont nécessité des flux de trésorerie de 5,1 millions au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2010, principalement affectés aux coûts de construction de 6,2 millions \$ du centre de fabrication de vaccins à Belleville, en Ontario (Canada), contrebalancés par l'aide gouvernementale reçue durant le trimestre.

¹ Se reporter à la rubrique «Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures» ci-après.

RENDEMENT SECTORIEL

Les informations financières sectorielles présentent une analyse des activités de la société selon ses secteurs d'activité.

Division de la santé humaine

Au cours du trimestre terminé en septembre 2010, des efforts importants ont été déployés par la société pour trouver et évaluer de nouvelles indications pour la technologie MCC, et la société continuera de soutenir d'autres essais cliniques et le développement d'*Urocidin*^{MC} en partenariat avec Endo pendant encore plusieurs années. Endo a effectivement assumé la responsabilité de tous les coûts de développement clinique externe attribuables à *Urocidin*^{MC}.

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010, les produits tirés de l'octroi de licences de 0,4 million \$ (0,4 million \$ pour la période correspondante de 2009) ont été comptabilisés, reflétant l'amortissement du paiement initial versé par Endo à la signature du contrat relatif à *Urocidin*^{MC}. Le montant total reçu de 22,3 millions \$ sera comptabilisé sur 15 ans.

Les frais de recherche et de développement nets pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010 ont totalisé 2,8 millions \$, comparativement à 2,1 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent, exclusion faite de l'aide gouvernementale remboursable. L'augmentation de 0,7 million \$ est surtout attribuable au repérage et à l'évaluation de nouvelles indications afin de développer la technologie MCC ainsi qu'aux programmes de développement clinique de phase III en cours relatifs à *Urocidin*^{MC}.

Division de la santé animale

Les ventes de produits de la division de la santé animale pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010 se sont établies à 6,7 millions \$ comparativement à 5,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2009. Cette augmentation de 14 % est attribuable à des améliorations et à une reprise partielle post-récession par rapport à l'exercice précédent.

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010, les frais de recherche et de développement nets ont totalisé 0,8 million \$, par rapport à 0,7 million \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Division de la salubrité des aliments

La société persévère dans ses démarches de commercialisation et reçoit de bons indices de soutien, particulièrement dans les provinces canadiennes d'Ontario et de Québec. La société poursuit son plan de construction d'une installation de fabrication de vaccins pour permettre la production à grande échelle d'*Econiche*^{MC} et d'autres vaccins destinés à la salubrité des aliments et à la santé animale. Cette installation devrait être achevée à la fin de mars 2011.

Le financement de l'agrandissement de l'installation de fabrication de vaccins provient en partie du programme Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe du ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ontario, qui contribue à hauteur de 10,0 millions \$ sous la forme d'un prêt fondé sur un pourcentage des dépenses admissibles engagées. Au 30 septembre 2010, une avance de 6,6 millions \$ avait été versée en vertu de ce programme. Le programme Agri-débouchés du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada a, pour sa part, fait un apport de 5,0 millions \$ sous la forme d'un prêt fondé sur un pourcentage des dépenses admissibles engagées. Au 30 septembre 2010, un montant de 2,2 millions \$ avait été reçu en vertu de ce programme. L'OTI d'Industrie Canada fournit un financement de 5,0 millions \$ sous la forme d'un prêt remboursable. Un montant additionnel de 5,0 millions \$ a été obtenu sous la forme d'un prêt de la Banque de développement du Canada. Toutefois, le solde des débours de 3,3 millions \$ sera consenti seulement au fur et à mesure que la société engage certaines dépenses admissibles.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Situation financière et flux de trésorerie

Au 30 septembre 2010, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la société s'établissaient à environ 6,3 millions \$, principalement grâce aux activités d'exploitation pour l'exercice terminé le 30 juin 2010, notamment le paiement initial de 20 millions \$ US et les paiements reçus à l'atteinte de jalons de 14 millions \$ US provenant d'Endo. Par le passé, la société finançait ses dépenses principalement au moyen d'appels publics à l'épargne et de placements privés visant des actions ordinaires, de l'émission de titres de créance et des incitatifs gouvernementaux obtenus sur les dépenses scientifiques admissibles. Les activités de la division commerciale de la société (santé animale) étaient financées par les flux de trésorerie autogénérés de cette division au moyen de facilités bancaires commerciales et de contrats de location-acquisition conclus avec des fournisseurs de matériel. La société continuera d'utiliser ces sources de financement lorsque les résultats d'exploitation le permettent ou lorsque de nouvelles lignes de crédit et facilités de crédit à long terme deviendront disponibles. Les flux de trésorerie d'exploitation comprennent les paiements prévus à l'atteinte de jalons au cours des mois à venir, qui seront affectés au financement des engagements de développement interne continus liés au programme d'essais cliniques de phase III portant sur le traitement du cancer de la vessie et d'autres indications relatives à la santé humaine. Puisque l'atteinte des jalons et les facilités de crédit dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la société, notamment l'issue d'événements ultérieurs et l'évolution de la conjoncture du marché, une certaine incertitude subsiste quant à la capacité de la société à poursuivre ses activités. Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de la société pour l'exercice terminé le 30 juin 2010.

Trésorerie et liquidités soumises à restrictions

La politique de la société en matière de trésorerie consiste à investir les fonds qui ne sont pas requis immédiatement dans des instruments à court terme selon une stratégie d'investissement fondée sur la préservation du capital. Les investissements sont effectués principalement dans des certificats de placement garanti («CPG») et des comptes d'épargne à intérêt élevé, deux instruments émis par des banques à charte canadiennes. Au 30 septembre 2010, un montant d'environ 3,8 millions \$ était détenu dans des comptes d'épargne à intérêt élevé.

Opérations entre parties liées

Le 3 juin 2005, la société a conclu un contrat de location de dix ans à l'égard d'une installation située au 271, avenue Labrosse, à Pointe-Claire, au Québec. L'installation est louée à la société par une société détenue et contrôlée par Graeme McRae, président du conseil d'administration et président et chef de la direction de la société. Selon les modalités du bail modifié, la société avait l'option d'acquiescer l'installation jusqu'au 28 mai 2011 en prenant en charge le solde de l'emprunt. La société est en pourparlers pour prendre en charge cette hypothèque.

Cette opération a été comptabilisée comme une obligation au titre d'un contrat de location-acquisition, telle qu'elle est présentée à la note 10 afférente aux états financiers consolidés annuels de 2010 de la société. L'installation compte 14 000 pieds carrés et pourrait servir dans l'avenir comme locaux additionnels de fabrication. Cette installation permettra à la société d'augmenter la capacité de production existante de la technologie MCC afin de pouvoir répondre à la demande éventuelle prévue d'*Urocidin*^{MC} sur le marché.

De plus, la société a versé des honoraires de consultation de 12 000 \$ (16 000 \$ en 2009) à un administrateur et a acheté des stocks d'une société détenue par un administrateur pour un montant de 14 000 \$ (néant en 2009). La société a reçu un paiement de 24 000 \$ pour services rendus à une société détenue par un administrateur (néant en 2009).

Arrangements hors bilan

À ce jour, la société n'a entretenu aucune relation avec des entités non consolidées ou des partenaires financiers, comme des entités de financement structurées ou des structures d'accueil, qui sont créées dans le but de conclure des arrangements hors bilan ou à d'autres fins spécifiques ou limitées. À l'exception des contrats de location-exploitation de la société et des autres engagements figurant aux présentes, la société ne compte pas d'opérations hors bilan.

Actions ordinaires en circulation

Au 9 novembre 2010, la société avait un total de 80,2 millions d'actions ordinaires en circulation. Ce nombre comprend la conversion, le 4 octobre 2010, de 9,0 millions d'actions privilégiées de série II en 6,5 millions d'actions ordinaires. En outre, la société comptait 0,6 million de bons de souscription en circulation et 5,3 millions d'options en cours, échangeables à l'exercice contre une action ordinaire. Après dilution, le nombre équivalent d'actions ordinaires en circulation s'élèverait à 86,1 millions.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Le rapport de gestion de la société est préparé d'après ses états financiers consolidés, lesquels ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. La société a établi les conventions comptables suivantes qui, à son avis, exigent de la part de la direction qu'elle pose des jugements hautement subjectifs et ait souvent recours à des estimations relativement à des questions fondamentalement incertaines qui pourraient changer ultérieurement. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et les écarts pourraient s'avérer importants.

La préparation de ces états financiers exige que la société fasse des estimations et pose des jugements qui influent sur les montants constatés des actifs, des passifs, des produits et des charges ainsi que sur les montants correspondants constatés des actifs et des passifs éventuels. La société revoit ses estimations de façon continue, y compris ses besoins en matière de liquidités, en évaluant les activités planifiées de recherche et de développement et les exigences administratives, la fidélisation du personnel clé, les essais cliniques nécessaires, les besoins du marché pour ses candidats-médicaments et d'autres hypothèses commerciales importantes.

Provision pour créances douteuses

La société constitue une provision pour créances douteuses relativement à ses débiteurs. Elle examine régulièrement ses débiteurs afin de déterminer si certains comportent un risque de non-recouvrabilité élevé, et, dans l'affirmative, ces derniers sont inclus dans la provision. Selon l'information disponible, la société croit que la provision pour créances douteuses est appropriée. Cependant, les radiations réelles peuvent excéder le montant de la provision comptabilisé.

Provisions pour désuétude des stocks

Les provisions pour stocks sont comptabilisées en résultat lorsqu'il est déterminé que certains éléments des stocks ne satisfont pas aux exigences établies en matière de qualité et de réglementation à des fins de vente. La société ne constitue pas de provisions générales pour désuétude des stocks. Elle examine régulièrement ses stocks à des fins de désuétude et d'évaluation. En cas de baisse des prix de vente et de la demande des stocks, il est possible que des provisions additionnelles pour désuétude et évaluation soient nécessaires. La société doit faire un certain nombre d'estimations afin d'établir les provisions pour désuétude des stocks. Les stocks sont régulièrement examinés par produit, et toute moins-value est portée en réduction du coût des ventes.

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, si celle-ci est moins élevée, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût tient compte des matières premières, de la main-d'œuvre directe et de l'imputation des coûts indirects.

Constatation des produits d'exploitation

Les produits d'exploitation sont comptabilisés lorsque les produits sont expédiés aux clients de la société, pourvu que la société n'ait pas conservé de risques importants liés à la propriété ou à des obligations futures relativement aux produits expédiés, que les prix soient fixés ou puissent l'être et que le recouvrement soit raisonnablement assuré.

Les intérêts créditeurs sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les ententes de collaboration en recherche et développement et les contrats de licences à éléments multiples sont revus afin de déterminer si ces éléments peuvent être divisés en unités de comptabilisation distinctes, si certains critères sont respectés. Dans l'affirmative, la contrepartie reçue est répartie entre les unités de comptabilisation distinctes en fonction de leur juste valeur respective, et la méthode de constatation des produits qui convient est appliquée à chaque unité distincte. Autrement, la méthode de constatation des produits qui convient est appliquée aux éléments regroupés comme s'il s'agissait d'une seule unité de comptabilisation.

Octroi de licences – Pour les paiements initiaux non remboursables tirés de l'octroi de licences reçus par la société, les produits sont reportés et constatés de manière linéaire sur la période pendant laquelle la société conserve des obligations contractuelles importantes. Pour toute tranche d'un paiement initial tiré de l'octroi de licences qui est assujettie à une disposition de remboursement, le produit est reporté. Lorsque la disposition de remboursement arrive à échéance, les produits sont constatés de manière linéaire sur la période pendant laquelle la société conserve des obligations contractuelles importantes. Les paiements à l'atteinte de jalons sont immédiatement constatés à titre de produits tirés de l'octroi de licences lorsque la condition sous-jacente est satisfaite, qu'il n'existe pas d'autre obligation relativement à ce jalon et que la recouvrabilité est raisonnablement assurée. Les montants reçus avant que les produits soient constatés sont inclus dans les produits reportés.

Collaborations de recherche – La société constate les produits découlant des ententes de recherche au fur et à mesure que les services contractuels sont rendus selon les conditions particulières de chaque entente.

Le paiement initial en vertu du contrat est comptabilisé à titre de produits constatés d'avance sur 15 ans, période pendant laquelle la société conserve des obligations contractuelles importantes.

Crédits d'impôt à l'investissement remboursables

La société engage des frais de recherche et de développement qui donnent droit à des crédits d'impôt à l'investissement provinciaux remboursables. Les montants des crédits d'impôt à l'investissement constatés se fondent sur les estimations des montants qui pourraient être recouverts et sont assujettis à une vérification par les autorités fiscales. Par conséquent, ces montants peuvent varier. Le montant des crédits d'impôt à l'investissement remboursables à recevoir au 30 septembre 2010 était de 0,1 million \$ (0,1 million \$ au 30 septembre 2009).

Provision pour moins-value à l'égard des actifs d'impôts futurs

La société a comptabilisé une provision pour moins-value à l'égard des actifs d'impôts futurs qui ont principalement trait aux pertes d'exploitation ainsi qu'à la recherche et aux reports prospectifs au titre des frais de recherche. Les économies fiscales connexes ne se concrétiseront probablement pas si l'on se fie aux résultats historiques, aux bénéfices imposables futurs estimatifs et aux stratégies de planification fiscale de la société dans les territoires compétents. Toutefois, la mise en œuvre de stratégies de planification fiscale futures ou la réalisation d'un bénéfice imposable futur dans ces territoires pourraient entraîner la constatation d'une partie ou de la totalité de ces reports, ce qui occasionnerait une augmentation substantielle des résultats d'exploitation de la société grâce au recouvrement d'impôts futurs.

Rémunération à base d'actions

La société dispose d'un régime de rémunération à base d'actions à l'intention des dirigeants, des employés et des consultants, pour lequel elle applique la comptabilisation à la juste valeur. La juste valeur des options sur actions attribuées est établie à la date de mesure à l'aide du modèle de Black et Scholes, puis passée en charges sur la période d'acquisition des droits rattachés aux options, et l'augmentation en résultant est portée au surplus d'apport. Les hypothèses qui influent sur l'application de la méthode de la juste valeur comprennent le calcul des facteurs de volatilité du cours de l'action de la société et la durée prévue des options émises.

Évaluation de la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs à long terme

La dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs à long terme est évaluée en fonction d'un jugement prudent et d'estimations importantes, dont celles liées aux ventes unitaires, aux marges brutes, au coût des ventes, à la taille et à la pénétration du marché, aux frais de vente et de commercialisation et à leur calendrier prévu. L'écart d'acquisition fait l'objet d'un test annuel, et les actifs à long terme font l'objet de tests en présence d'indices d'une dépréciation. Au cours des trimestres terminés les 30 septembre 2010 et 2009, la société n'a comptabilisé aucune dépréciation d'actifs à long terme ni d'écart d'acquisition.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES ET PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES

En mai 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3862, «Instruments financiers – informations à fournir», en vue d'accroître les informations à fournir à l'égard des évaluations de la juste valeur des instruments financiers et du risque d'illiquidité. Ces modifications exigent l'utilisation d'une hiérarchie à trois niveaux qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur. La juste valeur des actifs et des passifs inclus dans le niveau 1 est établie en fonction des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs inclus dans le niveau 2 sont évalués au moyen de données autres que les prix cotés pour lesquels toutes les données importantes sont directement ou indirectement observables. Les évaluations du niveau 3 reposent sur des données qui ne sont pas observables, mais qui sont importantes pour l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble. Les modifications apportées au chapitre 3862 s'appliquent aux états financiers consolidés de la société au 30 juin 2010. Les nouvelles informations à fournir sont présentées à la note 15 afférente aux états financiers consolidés annuels de l'exercice 2010.

L'ICCA a publié les chapitres suivants de son *Manuel* : le chapitre 1582, «Regroupements d'entreprises», qui remplace le chapitre 1581, «Regroupements d'entreprises»; le chapitre 1601, «États financiers consolidés»; le chapitre 1602, «Participations ne donnant pas le contrôle» et le chapitre 1625, «Réévaluation intégrale des actifs et des passifs». Pour la société, ces normes sont en vigueur pour les états financiers consolidés intermédiaires et annuels des périodes ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2011, et l'adoption anticipée est permise.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

L'ICCA remplacera les PCGR du Canada par les Normes internationales d'information financière («IFRS») sur une période transitoire qui prendra fin en 2011. À compter de l'exercice 2012, la société adoptera entièrement les IFRS, y compris les données comparatives retraitées pour 2011.

Le projet de convergence de la société vers les IFRS est dirigé par le chef des finances, et une ressource externe a été engagée en vue d'aider à l'égard de certains aspects du projet et conseiller la direction. Le comité de vérification de la société reçoit des mises à jour trimestrielles de la direction. Le projet de conversion de la société aux IFRS comporte trois stades : diagnostic, élaboration de solutions ainsi que mise en œuvre et exécution.

Même si bien des différences entre les IFRS et les PCGR du Canada ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les résultats financiers ou la situation financière de la société, la société n'a pas encore déterminé la pleine incidence de la conversion de la société aux IFRS.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2010, de concert avec des experts externes en IFRS, la société a terminé une étude diagnostique sur la conversion de ses états financiers consolidés aux IFRS. Cette étude et le rapport qui en a découlé révèlent les principales différences dans les comptes de la société entre les PCGR du Canada actuels et les normes IFRS et en évaluent l'incidence sur les processus d'affaires et les systèmes d'information. Ils évaluent également la complexité des préparatifs et de la mise en œuvre et établissent les ressources nécessaires à la conversion.

Bien que la société prévoie une incidence raisonnable dans de nombreux secteurs liés à la communication de l'information, les principaux aspects qui, selon la société, seront touchés par les modifications de conventions comptables apportées aux états financiers consolidés de la société sont énumérés ci-dessous et commentés. La liste et les commentaires ne doivent pas être considérés comme une liste exhaustive des modifications qui résulteront du passage aux IFRS :

1. *Présentation des états financiers et informations à fournir* – Après le diagnostic, la société a préparé les évaluations des éléments comptables importants et est en train de dresser un jeu d'états financiers comparatifs selon les IFRS par rapport aux états financiers dressés selon les PCGR du Canada actuels, de sorte à pouvoir examiner à fond et évaluer les informations additionnelles à fournir et les options disponibles à la première application des IFRS. La société entreprend le processus d'identification des données additionnelles que la direction exigera des systèmes de la société. Elle est en train d'achever la mise en œuvre d'un système de gestion financière mis à niveau et d'un tableau de comptes mis à jour (particulièrement pour les immobilisations) qui lui permettra de fournir de façon plus efficace les données nécessaires pour dresser des états financiers conformes aux IFRS, et de préparer les chiffres comparatifs. La préparation des états financiers conformes aux IFRS ne devrait pas exiger la tenue d'un grand livre général parallèle.
2. *Questions relatives à la première application des IFRS* – La norme comptable internationale IAS 1 donne des directives sur les principes généraux qui sous-tendent la préparation des états financiers. Les IFRS exigent une plus grande transparence et plus d'informations dans les notes afférentes aux états financiers, combinées à de nombreuses informations additionnelles qui sont exigées par les autres normes IFRS. Voici des exemples d'informations précises :
 - À la transition aux IFRS, il faudra inclure dans les états financiers une note décrivant les options comptables selon l'IFRS 1 et les choix effectués.
 - Note 1 – Les conventions comptables exigeront plus de détails, particulièrement en ce qui touche la détermination de la juste valeur, la dépréciation d'actifs, les opérations entre parties liées et le crédit-bail.

L'adoption des IFRS donnera à la société la possibilité de modifier la conception de ses états financiers, de se comparer avec d'autres chefs de file dans son secteur d'activité et de fournir des renseignements plus judicieux aux utilisateurs des états financiers. Les informations additionnelles à fournir influenceront sur la manière dont les utilisateurs interpréteront les états financiers et les résultats de la société. À titre d'exemple influant sur les notes, dans le cas de la dépréciation d'actifs, il sera nécessaire d'apprendre aux épargnants et autres lecteurs des états financiers à interpréter correctement les résultats lorsque des informations importantes seront exigées.

- Effectuer une analyse comparative en comparant les états financiers de la société à ceux d'autres sociétés dans son secteur d'activité.
- Terminer la liste de contrôle des informations à fournir dans les états financiers selon les IFRS afin d'établir quelles autres données la société devrait tenir à jour et présenter.
- Modifier les gabarits des états financiers consolidés de la société pour qu'ils respectent les exigences de l'IAS 1.

3. *Points à considérer en matière de dépréciation d'actifs et méthodes d'évaluation* – Les dépréciations aux termes de l'IAS 36, «Dépréciation d'actifs», sont basées sur les flux de trésorerie actualisés. Selon les PCGR du Canada, si les flux de trésorerie futurs non actualisés estimatifs d'un actif sont inférieurs à sa valeur comptable, il faudra procéder à une dépréciation qui sera déterminée en fonction de l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur. Il n'existe pas de test de dépréciation à partir des montants non actualisés en vertu des IFRS. Si un élément déclencheur survient, il pourrait y avoir perte de valeur si la valeur comptable de l'actif comptabilisé selon les PCGR en fonction de flux de trésorerie non actualisés n'était pas justifiée par les flux de trésorerie actualisés.

Aux termes des PCGR, les dépréciations ne peuvent faire l'objet d'une reprise. Aux termes de l'IAS 36, toute évolution de circonstances donnant lieu à une dépréciation des immobilisations corporelles donnerait lieu à un nouveau calcul du montant de la dépréciation et toute reprise serait comptabilisée en résultat si l'actif avait été préalablement déprécié.

4. *Immobilisations corporelles* – L'IAS 16, «Immobilisations corporelles» et les PCGR comportent les mêmes principes fondamentaux, mais il existe cependant des différences. Les IFRS exigent que les composantes importantes d'une immobilisation soient amorties séparément. Les IFRS permettent aussi d'évaluer les immobilisations corporelles au moyen du modèle de la juste valeur ou du modèle du coût historique. L'IFRS 1 prévoit une exemption facultative selon laquelle une entité peut choisir de rétablir, en tant que nouvelle base de coûts pour les immobilisations corporelles, leur juste valeur à la date de basculement. La société évalue quel choix faire pour établir la valeur à l'ouverture et présentera son approche finale au cours des prochains trimestres.
5. *Paiements à base d'actions* – L'IFRS 2, «Paiement fondé sur des actions», est pratiquement conforme aux PCGR du Canada. Les PCGR du Canada permettent l'utilisation de la méthode de l'amortissement linéaire ou des méthodes accélérées pour amortir l'acquisition graduelle des droits; la société utilise la méthode de l'amortissement linéaire pour les attributions classées dans les capitaux propres émises aux employés. Aux termes des IFRS, seules les méthodes accélérées ou d'acquisition graduelle sont permises. La société est encore à évaluer l'approche qu'elle adoptera. Les PCGR du Canada permettent aux sociétés d'estimer le nombre d'attributions qui seront frappées d'extinction à la date d'attribution, ou de comptabiliser la charge entière comme si tous les droits rattachés aux options étaient acquis au moment de l'attribution et de tenir compte des extinctions à mesure qu'elles se produisent. L'IFRS 2 exige que les sociétés estiment le nombre d'attributions qui sont frappées d'extinction à la date d'attribution. Ces différences devraient avoir une incidence sur la comptabilisation des régimes incitatifs de la société.
6. *Produits et contrat avec Endo* – Aux termes des PCGR du Canada, la société suit les recommandations de l'abrégié CPN-142, *Accords de prestations multiples générateurs de produits*, afin de comptabiliser le paiement initial reçu par suite du contrat conclu avec Endo. Par conséquent, la société reporte au bilan le montant du paiement initial provenant de son partenaire et l'amortit sur 15 ans, période pendant laquelle la société conserve des obligations contractuelles importantes. Aux termes des IFRS, les produits découlant de l'utilisation par des tiers des actifs de l'entité générant des intérêts, des redevances et des dividendes doivent être comptabilisés sur les bases décrites au paragraphe 30 lorsque :
- Il est probable que les avantages économiques associés à l'opération seront transmis à l'entité; et
 - Le montant des produits peut être évalué raisonnablement.

Les redevances s'accumulent conformément aux modalités du contrat pertinent et sont habituellement comptabilisées selon la comptabilité d'exercice à moins que, compte tenu de la substance du contrat, il ne soit préférable de comptabiliser les produits selon une autre méthode systématique et rationnelle.

Aux termes de l'IAS 18, la société peut comptabiliser le paiement initial entier dans les produits si certains critères sont respectés, p. ex., il n'y a aucune obligation de rendement future, aucune obligation résiduelle ni aucun événement futur éventuel.

7. *Contrats de location* – Le International Accounting Standards Board et le Financial Accounting Standards Board des États-Unis ont entrepris un projet conjoint sur la comptabilisation des contrats de location qui devrait entraîner une modification fondamentale de la comptabilisation des contrats de location par les bailleurs et les locataires. Les deux Conseils envisagent le modèle du droit d'utilisation, en vertu duquel : a) le locataire comptabilise comme un actif son droit d'utilisation de l'élément loué et comme un passif son obligation de payer pour cet élément; et b) le bailleur comptabilise comme un actif son droit de recevoir des paiements du locataire et sa participation restante dans l'élément loué à la fin du bail. L'adoption du modèle du droit d'utilisation entraînerait des différences importantes dans la comptabilisation des contrats de location. Le modèle du droit d'utilisation est fondé sur l'hypothèse voulant que, une fois que l'élément physique a été livré, le locataire jouit du droit inconditionnel d'utiliser cet élément pendant la durée du bail. Selon le modèle du droit d'utilisation, tous les contrats de location, y compris ceux comptabilisés comme des contrats de location-exploitation, figureraient au bilan. Un passif lié à l'obligation d'effectuer des paiements pendant la durée du bail représenterait un passif financier. Le modèle proposé fait présentement l'objet de discussions, la date d'adoption d'une norme définitive demeurant incertaine pour le moment.

Plan des activités liées à la conversion aux IFRS

| Activités clés | Jalons importants | État d'avancement |
|--|--|--|
| Conventions comptables et préparation des états financiers | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les différences entre les PCGR du Canada et les IFRS. • Évaluer et choisir les méthodes IFRS ponctuelles et continues. • Examiner les résultats de l'analyse comparative avec des pairs. • Élaborer un gabarit des états financiers, y compris les notes y afférentes. • Quantifier les effets de la conversion aux IFRS. | <ul style="list-style-type: none"> • Évaluation et quantification des effets de la conversion à terminer au deuxième trimestre de l'exercice 2011. • Préparation des états financiers et du libellé des notes afférentes à terminer au deuxième trimestre de l'exercice 2011. • Choix des conventions comptables IFRS à terminer au troisième trimestre de l'exercice 2011. | <ul style="list-style-type: none"> • Achèvement d'une étude diagnostique qui a relevé les différences importantes entre la pratique actuelle et les IFRS. • Analyse approfondie des questions et des choix de méthodes comptables présentement en cours. • Acquisition des outils de recherche pour aider à l'analyse comparative des pratiques du secteur et des pairs en matière d'IFRS. • Données et aide fournies par des tiers experts pour la mise en œuvre. |
| Systèmes comptables | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les changements et les apporter aux systèmes comptables requis pour se conformer aux IFRS, y compris la production d'informations comparatives. • Procéder aux changements requis. | <ul style="list-style-type: none"> • Choix des outils et application des solutions pour se conformer aux IFRS au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011. • Mise à l'essai et correction des changements apportés au système au quatrième trimestre de l'exercice 2011. | <ul style="list-style-type: none"> • Mise à niveau en cours du système comptable de la société au moyen d'une version pouvant soutenir les IFRS. • Des modules additionnels liés aux immobilisations corporelles et à la gestion des actifs de l'entreprise ont été obtenus sous licence et l'évolution de la mise en œuvre sera présentée dans les rapports de gestion futurs. |

| Activités clés | Jalons importants | État d'avancement |
|---|---|---|
| Environnement de contrôle | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Confirmer que les processus d'affaires et les contrôles respectent les IFRS. • Identifier et apporter les modifications requises à l'appui des contrôles et procédures de communication de l'information («CPCI»). • Identifier et apporter les modifications requises à l'appui des contrôles internes à l'égard de l'information financière («CIIF»). | <ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre de toute modification devant être apportée au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011. • Mise à jour des processus d'attestation interne pour les cadres supérieurs pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011. • Mise à jour des processus d'attestation du chef des finances et du chef de la direction pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011. | <ul style="list-style-type: none"> • Évaluation en cours des pratiques actuelles à l'égard des IFRS et intégration de celles-ci à nos processus actuels pour l'évaluation et pour l'essai des CPCI et des CIIF. |
| Formation | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Définir et instituer le niveau de compétence approprié pour : <ul style="list-style-type: none"> ○ le personnel du service de l'information financière et le personnel comptable ○ les cadres supérieurs ○ le comité de vérification | <ul style="list-style-type: none"> • Formation achevée au troisième trimestre de l'exercice 2011. | <ul style="list-style-type: none"> • Formation donnée au comité de vérification et aux cadres supérieurs du groupe de comptabilité. • Évolution des activités supplémentaires de formation présentée dans les rapports de gestion à venir. |
| Autres activités commerciales | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Déterminer l'incidence des IFRS sur les arrangements contractuels externes, les clauses restrictives financières et les régimes de rémunération des employés. • Intégrer les communications portant sur les IFRS dans le cadre des relations avec les investisseurs, dans le rapport de gestion et dans les autres communications externes. | <ul style="list-style-type: none"> • Données sur l'évolution de la conversion aux IFRS présentées dans le rapport de gestion tous les trimestres. • Examen des contrats importants et évaluation de l'incidence des IFRS sur la comptabilité terminés au deuxième trimestre de l'exercice 2011. • Mise en place d'un soutien à l'égard des demandes de renseignements et des communications dans le cadre des relations avec les investisseurs d'ici la fin du premier trimestre de l'exercice 2011. | <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur l'évolution de la conversion aux IFRS maintenant intégré au processus d'élaboration et de rédaction du rapport de gestion. • Examen des contrats en cours – Certains contrats pertinents ont été ciblés en ce qui concerne les différences de comptabilisation des produits. Suivi de l'évolution de ces différences et information fournie dans les rapports de gestion à venir sur l'incidence de ces différences. |

Dans ses prochains rapports trimestriels et annuels, la société présentera des mises à jour sur ses activités liées aux IFRS, y compris l'évolution du programme d'activités, les grandes lignes des principales différences entre la pratique actuelle et les IFRS et, dans la mesure du possible, des exemples d'informations à fournir et de rapprochements des comptes des états financiers. La société a aussi l'intention d'évaluer l'incidence de l'adoption des IFRS sur ses contrats importants, ses ententes de rémunération et ses activités qui dépendent des informations financières jusqu'à la fin de 2010 ainsi que d'évaluer l'incidence des IFRS sur son environnement de contrôle, ses systèmes et ses processus d'affaires.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR ET AUTRES MESURES

Les mesures suivantes utilisées dans le rapport de gestion n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR du Canada et pourraient donc ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

Le **BAIIA** désigne le «bénéfice avant intérêts, impôts, amortissement et gain ou perte de change». La société considère le BAIIA comme une mesure efficace de l'apport de chaque secteur de la société aux résultats. De l'avis de la direction, cette mesure est utilisée par les analystes et les actionnaires pour évaluer la performance financière des activités de la société.

Le **taux de combustion** du capital désigne les «flux de trésorerie consolidés affectés aux activités d'exploitation». Cette information figure à l'état des flux de trésorerie consolidé, sous la rubrique «Activités d'exploitation». Il s'agit des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation (avant la variation des soldes hors caisse du fonds de roulement d'exploitation).

Le **fonds de roulement** net désigne l'actif à court terme moins le passif à court terme, excluant la tranche échéant à moins d'un an des produits tirés de l'octroi de licences reportés non remboursables.

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Conformément au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs («Règlement 52-109»), la société est tenue d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de son information financière, conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés de la société ont été établis conformément aux PCGR du Canada. En raison des limites inhérentes à tout système de contrôle, le contrôle interne à l'égard de l'information financière pourrait ne pas permettre de prévenir ou de détecter toutes les inexactitudes importantes. De même, toute conclusion quant à l'efficacité future d'un système de contrôle interne est assujettie à des risques, puisque le système pourrait devenir inapproprié pour de nombreuses raisons, y compris en raison de changements dans les conditions d'affaires, de changements au sein de l'effectif ou encore de l'incidence d'autres risques et incertitudes subsistant à l'égard du contrôle interne.

La direction a utilisé le cadre conceptuel du Committee of Sponsoring Organizations («COSO») de la Commission Treadway pour évaluer l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

Le président du conseil d'administration et président et chef de la direction ainsi que le chef des finances, de concert avec la direction, ont fini de documenter et d'effectuer l'évaluation préliminaire de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information («CPCI») et des contrôles internes à l'égard de l'information financière («CIIF») au 30 juin 2010. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2010, les contrôles importants identifiés dans la documentation ont fait l'objet d'un test et ont été évalués. Par suite de ce test, la société a découvert que des améliorations et des mises à jour importantes devraient être apportées à divers secteurs, y compris la documentation des contrôles. Aucune observation ni aucun résultat n'indiquait une faiblesse importante des CPCI ou des CIIF pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010.

La société prévoit poursuivre son examen et apporter les changements nécessaires à ses politiques et procédures de CIIF, y compris l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, l'embauche de ressources additionnelles au sein du service de la comptabilité et des finances et la mise à niveau des systèmes comptables. Ces nouvelles ressources, jumelées aux changements de la situation financière de la société, devraient se traduire par des améliorations de son processus d'examen et d'approbation, particulièrement au chapitre du processus de clôture des états financiers.

La société a élaboré une approche visant à répondre aux besoins des secteurs qui doivent être améliorés et lancera un projet d'amélioration des processus au cours du deuxième trimestre. À cette fin, la société, qui a embauché un spécialiste en processus de contrôle pour diriger cette initiative, prévoit apporter des améliorations et les tester d'ici la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2011. La société entend maintenir en permanence son approche visant l'amélioration des contrôles.

La société prévoit apporter un certain nombre d'améliorations au cours de l'exercice 2011 pour couvrir les processus jugés nécessaires pour maintenir les CPI et les CIIF pendant la période de conversion aux IFRS de la société.

RISQUES ET INCERTITUDES

Approche de gestion des risques

Les activités commerciales que mène la société l'exposent à un large éventail de risques. Le but de la société est de gérer ces risques de sorte à se protéger raisonnablement contre un niveau inacceptable de risque lié au bénéfice ou de risque financier tout en favorisant l'expansion commerciale grâce aux activités de commercialisation. La société a mis sur pied une structure de surveillance de la gestion des risques et une structure interne de la présentation de l'information pour assurer le suivi et la gestion des risques découlant de ses activités commerciales, des marchés dans lesquels elle est présente, et des contextes et structures réglementaires et politiques dans lesquels elle évolue à l'échelle internationale.

Les processus de gestion des risques de la société prévoient notamment la surveillance de ses risques principaux de la façon suivante :

Le *Conseil d'administration* assure la gérance de la société, examine et établit les politiques et procédures, et reçoit des rapports de gestion trimestriels exhaustifs décrivant l'évolution et l'état de toutes les activités cruciales et des risques connexes. Le Conseil d'administration tâche également de comprendre les risques importants de la société et oriente la direction dans la résolution des risques qu'il estime nuisibles pour la société et pour la création de valeur pour les actionnaires.

Le *Comité de vérification*, constitué par le Conseil d'administration, aide ce dernier à assumer sa responsabilité de surveillance portant sur l'intégrité des états financiers de la société et le processus de présentation de l'information financière, les systèmes de comptabilité interne et de contrôles financiers, les compétences des vérificateurs externes, la durée et les modalités des nominations, notamment la rémunération, l'indépendance, le rendement, les rapports et les programmes juridiques et de respect des risques établis par la direction et le Conseil d'administration.

Contrôles destinés à réduire, contrôler et gérer les risques

Les contrôles des risques de la société comportent plusieurs éléments importants :

Mobilisation des employés à l'égard de nos valeurs

Chaque culture d'entreprise est unique en son genre. La société s'efforce d'encourager les convictions et les actions qui sont en harmonie avec celles des parties prenantes et de la collectivité dans son ensemble, et qui les respectent. Pour ce faire, la société investit dans les collectivités où ses employés vivent et travaillent, se concentrant sur le caractère durable de l'exploitation et de la croissance, sans compromis sur le plan de la sécurité et assumant ses responsabilités auprès des nombreux groupes et personnes avec lesquels elle interagit. Les activités de la société et son approche commerciale sont conformes à son code de conduite et à ses politiques en matière d'éthique.

Politiques

La société s'est dotée d'un ensemble de conventions générales visant à réduire les risques importants. Ces conventions établissent les pouvoirs délégués et les limites des opérations commerciales et instituent un processus d'approbation en toute connaissance de cause. La société procède périodiquement à des examens et à des vérifications afin de s'assurer de la conformité à ces conventions.

Présentation de l'information

La société fournit des rapports d'étape trimestriels ainsi que des descriptions des risques courus aux principaux décideurs, notamment le Conseil d'administration et la haute direction. Parmi les informations présentées, on retrouve une analyse des risques émergents, l'exposition aux risques existants, les activités déployées pour gérer ces risques et le plan d'action adopté ou recommandé afin de réduire le niveau de risque actuel. Ces rapports trimestriels permettent une gestion et un contrôle efficaces des risques en temps opportun.

Système de dénonciation

La société a mis en place un réseau permettant aux employés, aux actionnaires ou à toute autre partie prenante de signaler tout problème d'éthique éventuel qui survient à un membre indépendant du Conseil. Ces problèmes peuvent être soumis confidentiellement, directement au membre du Conseil, ou par l'entremise du comité de vérification ou du chef de la direction, qui engage les ressources financières, juridiques ou humaines pour déterminer la ligne de conduite à adopter dans les circonstances. Ces problèmes et les mesures prises pour les résoudre sont discutés avec le Conseil.

Sommaire des risques et des incertitudes

Avant de décider d'investir dans des actions ordinaires de la société, les investisseurs doivent examiner avec soin les facteurs de risque suivants, de même que les autres renseignements qui sont inclus dans le présent rapport ainsi que dans le rapport annuel de la société pour l'exercice terminé le 30 juin 2010 ou qui y sont intégrés par renvoi. Les risques présentés dans le rapport annuel n'ont pas changé. Les principaux risques qui peuvent se répercuter sur la société au cours du présent exercice sont résumés ci-après. Si l'un de ces risques ou l'une de ces incertitudes devait se matérialiser, les activités, la situation financière, les perspectives ou les résultats d'exploitation de la société en souffriraient probablement.

Si l'un des facteurs de risque suivants se matérialisait, cela pourrait avoir une incidence négative sur les activités de la société, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière.

- La société prévoit continuer à subir des pertes en raison de ses travaux de recherche continus. Il est difficile d'estimer le moment et les coûts futurs de ses programmes de recherche et de développement ainsi que le moment de la réception des paiements prévus à l'atteinte des jalons.
- La société pourrait être incapable d'atteindre certains jalons liés au partenariat externe, ce qui mettrait un frein au développement futur et aurait une incidence négative sur le cours de ses actions.
- Si la société ne parvient pas à mobiliser des capitaux additionnels selon des modalités acceptables, elle pourrait devoir reporter le développement de sa gamme de produits, ou l'interrompre, ou être incapable d'obtenir les approbations des organismes de réglementation ou de commercialiser ses produits candidats.
- La société est indirectement assujettie à une réglementation en matière de prix dans certains pays, ce qui pourrait avoir une incidence sur sa marge brute.
- À l'heure actuelle, la société ne possède pas de capacité de fabrication de secours pour certains de ses principaux produits.
- La perte d'un fournisseur clé de certaines matières premières pourrait avoir une incidence néfaste importante sur les activités de la société et sa situation financière.
- Il est possible que la société n'atteigne pas ses objectifs de développement projetés conformément à l'échéancier annoncé et établi.
- Des changements technologiques rapides pourraient rendre les produits de la société obsolètes.
- La société fait face à des incertitudes relativement aux approbations des organismes de réglementation qui pourraient entraîner des retards dans la mise en marché des produits dans certaines régions.
- Même si la société obtient l'approbation de mise en marché, ses produits devront faire l'objet d'examen continus de la part des organismes de réglementation.
- Les produits de la société, s'ils sont approuvés, pourraient ne pas être acceptés sur le marché.
- Le développement de thérapies peut s'avérer coûteux et exige des années d'activités de recherche et de développement.

- Si la société n'arrive pas à protéger ses droits à l'égard de sa propriété intellectuelle, ses concurrents pourraient développer et commercialiser des produits possédant des caractéristiques semblables aux siens, ce qui réduirait la demande à l'égard de ses produits, et l'efficacité de la mise en marché des produits pourrait s'en trouver diminuée.
- La société pourrait être partie prenante à des actions en justice concernant des collaborations ou la protection ou le respect de ses brevets qui pourraient être coûteuses tant en argent qu'en temps.
- Si les fabricants externes ne consacrent pas suffisamment de temps et de ressources aux produits de la société, ou si leur rendement n'est pas conforme aux normes, les essais cliniques et le lancement des produits pourraient être retardés, ce qui ferait augmenter les coûts.
- La société pourrait ne pas être en mesure de fabriquer ses produits à l'échelle commerciale, ce qui l'empêcherait de commercialiser ceux-ci.
- La société pourrait ne pas être en mesure d'atteindre ses objectifs.
- La société exerce ses activités d'exploitation à l'échelle internationale, ce qui l'expose à un risque commercial accru.
- La société pourrait subir des pertes par suite de fluctuations des devises.
- La société s'expose à un risque lié à des réclamations en responsabilité à l'égard du produit, pour lesquelles elle pourrait ne pas avoir de couverture d'assurance suffisante ni être capable d'en obtenir une.
- Certains des produits de la société peuvent nécessiter l'utilisation de matières dangereuses, et, par conséquent, la société s'expose à de possibles réclamations en responsabilité et aux coûts associés au respect des lois régissant les déchets dangereux.
- Toute vente future d'actions ordinaires par la société ou ses prêteurs ou actionnaires actuels pourrait entraîner la chute du cours des actions de la société.
- La société n'a jamais versé de dividendes sur ses actions ordinaires et ne prévoit pas verser de dividendes en espèces dans un avenir prévisible.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LA SOCIÉTÉ

Des informations supplémentaires sur la société, y compris sa notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Le chef des finances,
Brian D. Ford, CA
 Le 9 novembre 2010

Bioniche Life Sciences Inc.

Issue d'une fusion en vertu des lois de l'Ontario

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES*[Non vérifié – voir la note 1 concernant l'incertitude quant à la continuité de l'exploitation]*

| | Au 30 septembre 2010 \$ | Au 30 juin 2010 \$ |
|---|-------------------------------|--------------------------|
| <i>(en milliers de dollars canadiens)</i> | | |
| ACTIF | | |
| Actif à court terme | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 6 345 | 11 070 |
| Débiteurs | 7 497 | 8 601 |
| Impôts à recouvrer | 57 | 63 |
| Actifs d'impôts futurs | 77 | 197 |
| Stocks <i>[note 2]</i> | 7 671 | 6 668 |
| Charges payées d'avance et dépôts | 706 | 793 |
| | 22 353 | 27 392 |
| Actif à long terme | | |
| Immobilisations corporelles | 20 135 | 16 584 |
| Actifs incorporels | 6 475 | 6 500 |
| Écart d'acquisition | 456 | 456 |
| Débiteurs à long terme | 1 092 | 1 156 |
| Actifs d'impôts futurs | 34 | 51 |
| | 50 545 | 52 139 |
| PASSIF ET CAPITAUX PROPRES | | |
| Passif à court terme | | |
| Créditeurs et charges à payer | 8 808 | 9 716 |
| Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an et obligations au titre de contrats de location-acquisition | 440 | 256 |
| Tranche échéant à moins d'un an de l'aide gouvernementale remboursable <i>[note 3]</i> | 1 870 | 960 |
| Tranche échéant à moins d'un an des produits tirés de l'octroi de licences reportés non remboursables | 1 486 | 1 486 |
| | 12 604 | 12 418 |
| Passif à long terme | | |
| Dette à long terme | 1 297 | 1 341 |
| Obligations au titre de contrats de location-acquisition | 1 190 | 1 184 |
| Aide gouvernementale remboursable <i>[note 3]</i> | 8 827 | 6 965 |
| Incitatifs gouvernementaux reportés | 2 434 | 2 382 |
| Produits tirés de l'octroi de licences reportés non remboursables | 18 981 | 19 353 |
| | 45 333 | 43 643 |
| Capitaux propres | | |
| Capital social <i>[note 4]</i> | 96 880 | 96 677 |
| Autre capital d'apport <i>[note 4]</i> | 8 723 | 8 700 |
| Déficit | (100 391) | (96 881) |
| | 5 212 | 8 496 |
| | 50 545 | 52 139 |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Bioniche Life Sciences Inc.**ÉTATS DES RÉSULTATS, DU RÉSULTAT ÉTENDU ET DU DÉFICIT CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES***[Non vérifié – voir la note 1 concernant l'incertitude quant à la continuité de l'exploitation]*

Pour les trimestres terminés les 30 septembre

| <i>(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)</i> | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|-------------------|-------------------|
| PRODUITS | | |
| Chiffre d'affaires | 6 692 | 5 906 |
| Collaborations de recherche | 790 | — |
| Octroi de licences | 372 | 333 |
| Gain à la vente d'actifs incorporels | — | 883 |
| | 7 854 | 7 122 |
| CHARGES | | |
| Coût des ventes (exclusion faite de l'amortissement) <i>[note 2]</i> | 3 167 | 2 707 |
| Administration | 1 900 | 1 785 |
| Frais de commercialisation et de vente | 1 517 | 1 481 |
| Frais de financement <i>[note 6]</i> | 153 | 188 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 238 | 307 |
| Amortissement et dépréciation des actifs incorporels | 199 | 241 |
| Perte de change | 107 | 121 |
| | 7 281 | 6 830 |
| Bénéfice avant frais de recherche et de développement et autres éléments | 573 | 292 |
| Frais de recherche et de développement, montant brut | 4 441 | 3 465 |
| Aide gouvernementale remboursable <i>[note 3]</i> | — | 3 884 |
| Moins : aide gouvernementale, montant net | (504) | (403) |
| Perte avant impôts sur les bénéfices | (3 364) | (6 654) |
| Charge d'impôts | 129 | 130 |
| Perte nette et résultat étendu de la période | (3 493) | (6 784) |
| Déficit au début de la période | (96 881) | (95 291) |
| Prime au rachat d'actions <i>[note 4]</i> | (17) | — |
| Déficit à la fin de la période | (100 391) | (102 075) |
| Résultat net de base et dilué par action | (0,05) | (0,09) |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation | 73 036 406 | 71 874 883 |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Bioniche Life Sciences Inc.

**ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE
CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

[Non vérifié – voir la note 1 concernant l'incertitude quant à la continuité de l'exploitation]

Pour les trimestres terminés les 30 septembre

| | 2010 | 2009 |
|---|----------------|----------------|
| <i>(en milliers de dollars canadiens)</i> | \$ | \$ |
| ACTIVITÉS D'EXPLOITATION | | |
| Perte nette de la période | (3 493) | (6 784) |
| Ajouter (déduire) les éléments hors caisse : | | |
| Amortissement | 437 | 502 |
| Perte latente (gain latent) de change | 42 | (24) |
| Intérêt au titre de la désactualisation des débiteurs et prêts sans intérêt | 98 | 102 |
| Rémunération à base d'actions | 62 | 60 |
| Régime d'actionariat des employés | 194 | — |
| Bons de souscription émis à un conseiller | 1 | — |
| Obligation liée à l'aide gouvernementale | — | 3 884 |
| Amortissement des incitatifs gouvernementaux reportés | (289) | (177) |
| Produits tirés de l'octroi de licences | (372) | (333) |
| Impôts sur les bénéfices futurs | 129 | — |
| Radiation d'actifs incorporels | — | 52 |
| Gain à la vente d'actifs incorporels | — | (883) |
| Aide gouvernementale réputée | (15) | (59) |
| | (3 206) | (3 660) |
| Diminution des liquidités soumises à restrictions | — | 126 |
| Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement | (353) | (4 995) |
| Variation nette des produits tirés de l'octroi de licences reportés | — | 22 286 |
| Flux de trésorerie d'exploitation | (3 559) | 13 757 |
| ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT | | |
| Produit du règlement de débiteurs à long terme | 100 | — |
| Produit de la vente d'actifs incorporels | — | 606 |
| Acquisition d'actifs incorporels | (173) | — |
| Incitatifs gouvernementaux reçus au titre d'immobilisations corporelles | 1 144 | — |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles | (6 160) | (239) |
| Flux de trésorerie d'investissement | (5 089) | 367 |
| ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | | |
| Produit tiré de l'aide gouvernementale <i>[note 3]</i> | 3 726 | 54 |
| Produit tiré d'incitatifs gouvernementaux reportés | 350 | — |
| Produit tiré de l'exercice d'options sur actions | 127 | — |
| Rachat d'actions ordinaires <i>[note 4]</i> | (173) | — |
| Remboursement de la facilité de crédit renouvelable | — | (4 416) |
| Paiement de frais de financement – dette | — | (2 117) |
| Remboursement d'obligations au titre de contrats de location-acquisition | (98) | (84) |
| Remboursement d'autres dettes à long terme | (9) | (9) |
| Flux de trésorerie de financement | 3 923 | (6 572) |
| Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période | (4 725) | 7 552 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période | 11 070 | 5 950 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période | 6 345 | 13 502 |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

30 septembre 2010 et 2009

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf indication contraire
et le nombre d'actions et les montants par action]*

Non vérifié

1. NATURE DE L'ENTREPRISE, INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION ET MODE DE PRÉSENTATION

Nature de l'entreprise

Bioniche Life Sciences Inc. [la «société»] est une société biopharmaceutique canadienne qui se spécialise dans la recherche, le développement, la fabrication et la commercialisation de produits et de technologies destinés aux marchés mondiaux de la santé humaine et de la santé animale. Les actions ordinaires de la société se négocient à la Bourse de Toronto [TSX : «BNC»].

Incertitude quant à la continuité de l'exploitation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires de la société ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada [«PCGR»], suivant le principe de la continuité de l'exploitation, lequel suppose que la société sera en mesure de poursuivre ses activités dans un avenir prévisible, de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes et de ses engagements dans le cours normal des affaires dans un avenir prévisible. L'utilisation de ces principes pourrait ne pas convenir. Au 30 septembre 2010, il existait une incertitude quant à la capacité de la société de poursuivre ses activités sans obtenir de ressources financières additionnelles.

Au 30 septembre 2010, la société affichait des pertes importantes et avait un déficit cumulé de 100 391 \$. Les obligations monétaires contractées et le montant prévu des charges de la société pour les douze prochains mois dépassent les engagements obtenus en matière de fonds. Jusqu'à présent, la société a financé ses besoins de liquidités principalement par l'émission d'actions, la vente de produits, les crédits d'impôt à l'investissement, la vente d'activités ou d'unités d'exploitation, des redevances, l'aide gouvernementale, des émissions de titres de créance à long terme et une facilité de crédit renouvelable. En plus des sources traditionnelles de liquidités, la société prévoit financer bon nombre de ses dépenses futures grâce à certains paiements à recevoir à l'atteinte de jalons, ainsi qu'à des remboursements à recevoir de son partenaire de licence relatifs à certains coûts liés aux programmes cliniques visant *Urocidin*^{MC}. Si la société n'atteint pas les jalons en temps opportun, n'obtient pas une facilité de crédit renouvelable ou suffisamment de financement supplémentaire sous forme de titres de capitaux propres, lesquels sont des facteurs qui échappent au contrôle de la direction, la société pourrait devoir restreindre ses activités de développement et d'exploitation.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ne tiennent pas compte des rajustements des montants et des classements des actifs et des passifs qui pourraient être nécessaires si la société était incapable d'obtenir du financement supplémentaire ou de recevoir des fonds importants dans le cadre de collaborations de recherche. Ces rajustements pourraient être importants.

Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ne comportent pas toutes les informations requises selon les PCGR pour des états financiers annuels et doivent donc être lus avec les états financiers consolidés annuels les plus récents préparés pour l'exercice terminé le 30 juin 2010. Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les plus récents états financiers consolidés annuels.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

30 septembre 2010 et 2009

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf indication contraire
et le nombre d'actions et les montants par action]

Non vérifié

2. STOCKS

| | 30 septembre 2010 \$ | 30 juin 2010 \$ |
|--------------------|-------------------------|--------------------|
| Matières premières | 1 382 | 1 714 |
| Produits en cours | 2 292 | 1 860 |
| Produits finis | 3 997 | 3 094 |
| | 7 671 | 6 668 |

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2010, des stocks totalisant 3 079 \$ [2 521 \$ en 2009] ont été comptabilisés au titre du coût des ventes, y compris les provisions pour dépréciation à la valeur de réalisation nette de 30 \$ [10 \$ en 2009] et une reprise de dépréciation antérieurement comptabilisée de 8 \$ résultant d'une réévaluation du marché potentiel [44 \$ en 2009]. Au 30 septembre 2010, des stocks d'un montant de 66 \$ [36 \$ en 2009] étaient comptabilisés à leur valeur de réalisation nette.

3. AIDE ET INCITATIFS GOUVERNEMENTAUX

Le tableau qui suit présente un sommaire des opérations du trimestre terminé le 30 septembre 2010 à l'égard de chacun des programmes gouvernementaux aux termes desquels la société a reçu de l'aide.

| | OTI \$ | MDEC \$ | Agri- débouchés \$ | Total \$ |
|--|--------------|--------------|--------------------------|--------------|
| Solde d'ouverture | 4 175 | 3 159 | 591 | 7 925 |
| Aide gouvernementale reçue sous forme de prêts | — | 2 718 | 1 008 | 3 726 |
| Moins : escompte sans intérêt | — | (578) | (509) | (1 087) |
| Intérêts au titre de la désactualisation | 60 | 52 | 21 | 133 |
| | 4 235 | 5 351 | 1 111 | 10 697 |
| Moins : tranche échéant à moins d'un an | 1 870 | — | — | 1 870 |
| Total de l'aide gouvernementale à long terme remboursable | 2 365 | 5 351 | 1 111 | 8 827 |

Office des technologies industrielles

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2010, le remboursement maximal admissible dans le cadre du programme de vaccin pour les bovins contre *E. coli* O157:H7 a été atteint. Des demandes de remboursement à l'égard de dépenses admissibles additionnelles sont imputées au solde des incitatifs gouvernementaux reportés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

30 septembre 2010 et 2009

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf indication contraire
et le nombre d'actions et les montants par action]*

Non vérifié

4. CAPITAUX PROPRES

Actions ordinaires

Le 20 septembre 2010, la société a émis 130 000 actions ordinaires à l'exercice d'options sur actions d'employés pour une contrepartie au comptant de 127 \$. Auparavant comptabilisé dans l'autre capital d'apport, ce montant, ainsi que la juste valeur de 41 \$ de ces options passée en charges, a été porté au capital social.

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2010, la société a acheté auprès d'un haut dirigeant 130 000 de ses propres actions, pour une contrepartie au comptant de 173 \$, et il en est résulté une réduction du capital social et une augmentation du déficit respectivement de 156 \$ et 17 \$. Ces actions ont été annulées en octobre 2010.

Régime d'actionnariat des employés

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2010, la société a émis, en vertu du régime d'actionnariat des employés, 188 073 actions ordinaires [néant en 2009] d'une valeur totale de 194 \$ [néant en 2009].

Rémunération sous forme d'actions

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2009, la société a émis 278 495 actions ordinaires totalisant 103 \$ à titre de rémunération des administrateurs. Aucune rémunération des administrateurs n'a été versée en actions au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2010.

Options sur actions

Les modifications apportées au nombre d'options attribuées par la société et à leur prix d'exercice moyen pondéré pour les trimestres terminés les 30 septembre 2010 et 2009 sont comme suit :

| | 2010 | | 2009 | |
|-------------------------------------|------------------|-------------|-------------|------|
| | Nombre | \$ | Nombre | \$ |
| Solde au début de la période | 5 470 146 | 1,00 | 4 118 501 | 2,04 |
| Attribuées | 2 000 | 0,92 | 2 000 | 0,37 |
| Exercées | (130 000) | 0,98 | — | — |
| Échues/modifiées | — | — | (1 154 500) | 3,50 |
| Solde à la fin de la période | 5 342 146 | 1,00 | 2 966 001 | 1,49 |
| Exercçables | 1 413 001 | 1,12 | 1 250 001 | 1,15 |

Le 1^{er} juillet 2010, la société a émis 2 000 options sur actions d'une durée de trois ans à un consultant [2 000 options sur actions d'une durée de trois ans en 2009] dont les droits étaient immédiatement acquis à un prix d'exercice de 0,92 \$ [0,37 \$ en 2009].

La juste valeur des options à la date d'attribution est comptabilisée comme une charge sur la période d'acquisition des droits. Le montant constaté à titre de charge de rémunération au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2010 s'est élevé à 62 \$ [60 \$ en 2009].

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

30 septembre 2010 et 2009

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf indication contraire
et le nombre d'actions et les montants par action]*

Non vérifié

4. CAPITAUX PROPRES (SUITE)

La juste valeur des options attribuées au cours des trimestres terminés les 30 septembre 2010 et 2009 a été estimée à l'aide du modèle de Black et Scholes, ce qui a permis d'établir les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

| | 2010 | 2009 |
|---|----------------|----------------|
| Taux d'intérêt sans risque | 5,50 % | 5,50 % |
| Volatilité prévue | 67,4 % | 77,8 % |
| Durée prévue de l'option | 3,0 ans | 3,0 ans |
| Rendement de l'action prévu | 0 % | 0 % |
| Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées | 0,41 \$ | 0,21 \$ |

5. INFORMATIONS FINANCIÈRES SECTORIELLES

Les trois secteurs isolables de la société, soit les secteurs de la santé animale, de la santé humaine et de la salubrité des aliments, sont des unités fonctionnelles stratégiques qui offrent des produits distincts et exigent une technologie et des stratégies de commercialisation différentes.

La société comptabilise les ventes intersectorielles à un coût majoré.

| | 2010 | | | | Total \$ |
|---|------------------------|------------------------|---------------------------------|-----------------------|----------------|
| | Santé humaine \$ | Santé animale \$ | Salubrité des aliments \$ | Siège social \$ | |
| Chiffre d'affaires | — | 6 692 | — | — | 6 692 |
| Collaborations de recherche | 790 | — | — | — | 790 |
| Octroi de licences | 372 | — | — | — | 372 |
| | 1 162 | 6 692 | — | — | 7 854 |
| Charges | — | 4 820 | 438 | 1 326 | 6 584 |
| BAIIA avant frais de recherche et de développement | 1 162 | 1 872 | (438) | (1 326) | 1 270 |
| Frais de recherche et de développement, montant brut | 3 219 | 782 | 440 | — | 4 441 |
| Moins : incitatifs gouvernementaux, montant net | (449) | — | (55) | — | (504) |
| Frais de recherche et de développement, montant net | 2 770 | 782 | 385 | — | 3 937 |
| Frais de financement | — | 12 | — | 141 | 153 |
| Amortissement et dépréciation d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels | 212 | 146 | 18 | 61 | 437 |
| Perte de change | — | — | — | 107 | 107 |
| Bénéfice sectoriel (perte sectorielle) avant impôts sur les bénéfices | (1 820) | 932 | (841) | (1 635) | (3 364) |

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

30 septembre 2010 et 2009

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf indication contraire
et le nombre d'actions et les montants par action]

Non vérifié

5. INFORMATIONS FINANCIÈRES SECTORIELLES (SUITE)

| | 2009 | | | | Total \$ |
|---|------------------------|------------------------|---------------------------------|-----------------------|----------------|
| | Santé humaine \$ | Santé animale \$ | Salubrité des aliments \$ | Siège social \$ | |
| Chiffre d'affaires | — | 5 906 | — | — | 5 906 |
| Gain à la vente d'actifs incorporels | — | 883 | — | — | 883 |
| Octroi de licences | 333 | — | — | — | 333 |
| | 333 | 6 789 | — | — | 7 122 |
| Charges | — | 4 189 | 468 | 1 316 | 5 973 |
| BAIIA avant frais de recherche et de développement | 333 | 2 600 | (468) | (1 316) | 1 149 |
| Frais de recherche et de développement, montant brut | 2 442 | 629 | 394 | — | 3 465 |
| Aide gouvernementale remboursable | 3 884 | — | — | — | 3 884 |
| Moins : incitatifs gouvernementaux, montant net | (340) | — | (63) | — | (403) |
| Frais de recherche et de développement, montant net | 5 986 | 629 | 331 | — | 6 946 |
| Frais de financement | — | 11 | — | 177 | 188 |
| Amortissement et dépréciation d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels | 280 | 163 | 10 | 95 | 548 |
| Perte de change | — | — | — | 121 | 121 |
| Bénéfice sectoriel (perte sectorielle) avant impôts sur les bénéfiques | (5 933) | 1 797 | (809) | (1 709) | (6 654) |

6. FRAIS DE FINANCEMENT

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|------------|------------|
| Intérêts sur la dette à long terme | 73 | 74 |
| Autres intérêts débiteurs | 1 | 19 |
| Intérêts créditeurs | (19) | (13) |
| Intérêts créditeurs au titre de la désactualisation des débiteurs | (35) | (20) |
| Intérêts débiteurs au titre de la désactualisation des prêts ne portant pas intérêt | 133 | 122 |
| Amortissement des frais de financement | — | 6 |
| | 153 | 188 |

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

30 septembre 2010 et 2009

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf indication contraire
et le nombre d'actions et les montants par action]*

Non vérifié

7. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2010, la société a effectué des paiements au titre d'un contrat de location de 17 \$ par mois à une société contrôlée par le chef de la direction, qui est également administrateur de la société [trois paiements au titre d'un contrat de location de 17 \$ en 2009]. De plus, la société a versé à un administrateur 12 \$ [16 \$ en 2009] en honoraires de consultation et a acheté des stocks d'une société détenue par un administrateur pour un montant de 14 \$ [néant en 2009]. La société a reçu un paiement de 24 \$ pour services rendus à une société détenue par un administrateur [néant en 2009].

8. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 4 octobre 2010, le Fonds de solidarité FTQ a converti le reste de ses 9 000 000 d'actions privilégiées de série 2 en 6 521 677 actions ordinaires.

9. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES COMPARATIFS

Les états financiers consolidés intermédiaires comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation des états financiers consolidés intermédiaires adoptée de 2010.

PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011 — DONNÉES SUR L'ENTREPRISE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

GRAEME McRAE^{2,3,4,5,6}

Président du conseil d'administration, président et chef de la direction
Bioniche Life Sciences Inc.

STANLEY ALKEMADE, D.V.M.^{4,5,6}

Président, BioMedEx Inc.

ARMEN APRIKIAN, M.D., F.R.C.S.(C) (OBSERVATEUR)⁴

Chef, division d'urologie, département de chirurgie, Université McGill et chef provisoire,
département d'oncologie, Centre universitaire de santé McGill

ALBERT BERALDO^{1,2,6}

Président, Alveda Pharmaceuticals Inc.

MARGARET CUNNINGHAM, Ph. D.^{1,2,3,6}

Directrice, School of Business, doyenne associée, et chaire R. A. Jodrey,
faculté de gestion, Université Dalhousie, Halifax, Nouvelle-Écosse

JAMES JOHNSON, Ph. D.^{2,4,6}

Directeur et fondateur, Johnson & Associates

NICK PHOTIADES^{1,3,5,6}

Consultant en gestion et en planification stratégique

LYLE VANCLIEF^{1,3,5,6}

Consultant en agriculture et en agroalimentaire

¹ Membre du comité de vérification

² Membre du comité de rémunération

³ Membre du comité de gouvernance d'entreprise et de mise en candidature

⁴ Membre du comité de vérification scientifique

⁵ Membre du comité de gestion des risques

⁶ Chaque administrateur a été élu pour occuper son poste jusqu'à la date de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires de la société.

HAUTE DIRECTION

Graeme McRae
Président du conseil d'administration, président et chef de la direction

Cindy Benning
Vice-présidente, Opérations, Qualité et Affaires réglementaires

Monique Champagne
Vice-présidente, Recherche clinique

François Charette, M.D., MBA
Vice-président principal et directeur médical en chef

Rick Culbert
Président, Bioniche Food Safety

Mohamed Elrafih
Vice-président, Service de fabrication

Brian Ford, B.A., CA
Vice-président, Finances et chef des finances

Andrew Grant
Président de division, Exportations, Bioniche Animal Health, Europe et Australie

Cameron Groome
Premier vice-président, Développement stratégique de l'entreprise

Bruce McLeod
Vice-président, Ressources humaines

Jim Phillips
Président, Bioniche Animal Health (Global)

Mairi Phillips
Directrice, Services juridiques et secrétaire de la société

Nigel C. Phillips, Ph. D.
Vice-président principal, Affaires scientifiques, et chef scientifique

Dragan Rogan, Ph. D.
Vice-président, Recherche et développement, Santé animale

Jennifer Shea
Vice-présidente, Communications de l'entreprise et relations avec les investisseurs et le gouvernement

Gary Weber, Ph. D.
Président, Bioniche Food Safety (États-Unis)

INSCRIPTION À LA BOURSE :

Bourse de Toronto
Symbole : BNC

CONSEILLERS JURIDIQUES :

Ogilvy, Renault
Toronto (Ontario) Canada

VÉRIFICATEURS :

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Montréal (Québec) Canada

AGENT DES TRANSFERTS :

Compagnie Trust CIBC Mellon
P.O. Box 7010
Adelaide Street Postal Station
Toronto (Ontario) M5C 2W9
Téléphone : 416-643-5500
Sans frais : 800-387-0825
Télécopieur : 416-643-5501

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES :

Les demandes de renseignements au sujet d'un transfert d'actions ou d'un certificat égaré et les avis de changement d'adresse doivent être adressés à l'agent des transferts mentionné ci-dessus. Les renseignements de nature générale sur la société, les récents communiqués de presse et les documents déposés sur SEDAR peuvent être obtenus sur notre site Web, à l'adresse www.bioniche.com, auprès de notre service des communications et des relations avec les investisseurs et le gouvernement, au 613-966-8058, ou par courriel, à l'adresse info@Bioniche.com.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET À L'INTENTION DES INVESTISSEURS :

Jennifer Shea
Vice-présidente, Communications de l'entreprise et relations avec les investisseurs et le gouvernement
Bioniche Life Sciences Inc.
P.O. Box 1570
Belleville (Ontario) Canada
K8N 5J2
Téléphone : 613-966-8058, poste 1250
Télécopieur : 613-966-4177
Jennifer.Shea@Bioniche.com



www.Bioniche.com



P.O. Box 1570
Belleville, Ontario
Canada K8N 5J2

Tél. : 613 966-8058
Télééc. : 613 966-4177